



REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL

Nombre de conseillers en exercice : 33

L'an deux mille vingt six, le huit juin à 18 heures 00 par suite de la convocation de Monsieur le Maire en date du 2 juin 2026 le Conseil Municipal s'est réuni à la Maison de l'Enfance et de la Famille - Salle La Minot, sous la présidence de Monsieur Jérôme DUBOST, Maire

Présent(e)s : 30

Jérôme DUBOST, Agnès SIBILLE, Nicolas SAJOUS, Pascale GALAIS, Eric LE FEVRE, Véronique BLONDEL, Sylvain CORNETTE, Marie-José BENARD, Yannick LE COQ, Cindy LEFRANCOIS, Édith LEROUX, Isabelle CREVEL, Cédric DESCHAMPS-HOULBREQUE, Thierry GOUMENT, Caroline SAMPIC, Philippe QUERNE, Jean-Pierre VOGEL, Yves LOUMON, Isabelle NOTHEAUX, Hakima BEDJAOUI, Nordine HASSINI, Virginie VANDAELE, Céline VAN PETEGHEM, Nicolas BERTIN, Aurélien LECACHEUR, Solène PETITJEAN, Jean METAYER, Léa DIEPPOIS, Gilles LEBRETON, Théo LAMBERT

Excusé(e)s ayant donné pouvoir : 2

Patrick DENISE donne pouvoir à Nicolas SAJOUS

Aurélia JOPEK donne pouvoir à Gilles LEBRETON

Excusé(e)s / Absent(e)s : 1

Benoît NAOUS

Secrétaire de séance

Véronique BLONDEL

CONSEIL MUNICIPAL du 8 juin 2026

M_DL260608_095

ATTRACTIVITE - COMMISSION MIXTE DU MARCHÉ HEBDOMADAIRE - CRÉATION - AUTORISATION

Madame Pascale GALAIS, 3^e Adjointe au Maire. La Ville de Montivilliers souhaite structurer et encadrer l'organisation de son marché hebdomadaire, afin d'en optimiser le fonctionnement, et d'en renforcer l'attractivité.

Cette démarche s'inscrit dans une volonté de dynamiser l'offre commerciale locale tout en garantissant un cadre réglementaire clair pour les commerçants et les usagers. La création d'une commission dédiée permettra d'assurer un suivi régulier des conditions d'exploitation, des conditions de sécurité, des règles d'attribution des emplacements et des modalités d'organisation, conformément aux dispositions en vigueur.

Concernant les compétences de cette commission, il est préférable qu'elle soit consultée pour toute décision relative au marché hebdomadaire : périmètre, horaires, évolution du règlement, tarifs...

Afin que cette commission soit représentative, il est proposé de composer la commission mixte du marché hebdomadaire de la façon suivante :

Membres délibératifs :

- Le Maire ou son représentant, membre de droit ;
- 3 représentants de la Ville, issus des membres du Conseil Municipal ;
- La Directrice du Pôle Attractivité et Grands Projets membre de droit ;
- 2 représentants des commerçants non sédentaires déballant sur le marché de Montivilliers ;
- 1 commerçant non sédentaire désigné par le Groupement des Commerçants non sédentaires ;
- 1 commerçant sédentaire du Centre-Ville de Montivilliers.

Membres consultatifs :

- Représentants des placiers ;
- Représentants de la police municipale;
- Représentants des Services Techniques.

La composition de cette commission sera précisée par un arrêté municipal, pris après consultation des services compétents et des parties prenantes concernées.

Compte tenu de ces éléments d'information, je vous propose d'adopter la délibération suivante :

LE CONSEIL MUNICIPAL,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 2121-29 et L. 2213-1 relatifs aux pouvoirs de police du maire et à l'organisation des marchés publics ;

VU le rapport de Madame Pascale GALAIS adjointe au Maire en charge de l'Attractivité, de la Vie économique, et de la Démographie médicale ;

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr

VU la commission municipale n°4 « Attractivité et Urbanisme » réunie le 2 juin 2026, consultée.

CONSIDÉRANT :

- qu'un marché hebdomadaire contribue significativement à l'attractivité économique et sociale de la Ville de Montivilliers ;
- la nécessité de définir un cadre réglementaire adapté pour encadrer les conditions d'exploitation, les conditions de sécurité, les horaires, les tarifs et les modalités d'attribution des emplacements ;
- qu'une commission spécialisée permettra d'assurer un suivi régulier et une gestion optimale de ce marché, en associant les acteurs locaux et les services municipaux.

Après en avoir délibéré,

DÉCIDE

- **De créer une commission mixte du marché hebdomadaire**, chargée de proposer et de suivre les modalités d'organisation, de sécurité, d'exploitation et de régulation de ce marché.

- **De fixer les membres de la façon suivante :**

Membres délibératifs :

- Le Maire ou son représentant, membre de droit ;
- 3 représentants de la Ville, issus des membres du Conseil Municipal ;
- La Directrice du Pôle Attractivité et Grands Projets membre de droit ;
- 2 représentants des commerçants non sédentaires déballant sur le marché de Montivilliers ;
- 1 commerçant non sédentaire désigné par le Groupement des Commerçants non sédentaires ;
- 1 commerçant sédentaire du Centre-Ville de Montivilliers.

Membres consultatifs :

- Représentants des placiers ;
- Représentants de la police municipale ;
- Représentants des Services Techniques .

Sans incidence budgétaire

ADOPTÉE À L'UNANIMITÉ DES SUFFRAGES EXPRIMÉS.

Pour : 29

Contre : 0

Abstention : 3

Gilles LEBRETON, Aurélia JOPEK, Théo LAMBERT

Ainsi délibéré, les jours, mois et an susdits.

Pour extrait conforme au registre dûment signé.

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois à compter de la date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr



Envoyé en préfecture le 15/06/2026

Reçu en préfecture le 15/06/2026

Publié le 15/06/2026

webdelib

ID : 076-217604479-20260608-M_DL260608_095-DE

La présente délibération pourra faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif de Rouen dans un délai de deux mois suivant sa date de publication ou de sa notification et conformément aux dispositions des articles R421-1 à R421-5 du code de justice administrative. Le Tribunal susmentionné peut être saisi par l'application « Télérecours citoyens » accessible à l'adresse suivante : www.telerecours.fr